

Sénégal/Au lendemain des législatives La majorité revendique une large victoire



Photo : AFP



Photo : AFP

Les urnes semblent avoir parlé nettement en faveur de la coalition autour du président Macky Sall... Photo de droite : Mais l'opposition (ici, Cheikh Guèye, de la coalition dirigée par le maire de Dakar) ne l'entend pas de cette oreille. Elle annonce qu'elle n'acceptera pas "le hold-up électoral".

AFP
Dakar/France

L'ensemble des départements, à l'exception de trois d'entre eux seraient tombés dans l'escarcelle de la coalition menée par le parti du président Macky Sall.

LA coalition menée par le parti du chef de l'Etat sénégalais Macky Sall s'acheminait hier vers une victoire aux élections législatives, scrutin test à 18 mois de la présidentielle, dont l'ampleur n'était pas encore connue dans l'attente des résultats officiels. La majorité présidentielle

"est sortie victorieuse" du scrutin de dimanche "en raflant tous les départements" à l'exception de trois d'entre eux, a déclaré le Premier ministre Mahammed Boun Abdallah Dionne, sa tête de liste. Les trois départements, sur les 45 que compte le pays, où elle serait devancée sont "Kédougou, Saraya (sud-est) et probablement Mbacké (centre)", selon M. Dionne, qui estime que sa liste "a été plébiscitée par les Sénégalais". Mais la coalition dirigée par le maire de Dakar, Khalifa Sall, en prison depuis mars pour détournement de fonds publics présumé, a contesté la victoire de la majorité présidentielle

dans la capitale et revendiqué y avoir remporté le scrutin. Notre "victoire à Dakar est sans contestation" et "aussi claire que le soleil à midi", a déclaré hier Cheikh Guèye, un responsable de la coalition du maire de Dakar, au cours d'une conférence de presse. "Nous ferons face aussi bien sur le plan politique que juridique. Nous n'accepterons pas le hold-up électoral", a ajouté M. Guèye. A Mbacké, la coalition dirigée par l'ex-présidentielle Abdoulaye Wade (2000-2012) est sortie vainqueur du scrutin, selon l'agence de presse sénégalaise APS. Le taux de participation a été officiellement de près

de 54%, en hausse par rapport à la présidentielle de 2012 remportée par le président Macky Sall. Les résultats officiels du scrutin doivent être légalement publiés ce mardi à midi au niveau de chaque commission départementale. "Normalement, la Commission nationale de recensement des votes (CNRV) pourra publier les résultats globaux mercredi ou jeudi matin", a affirmé à l'AFP un responsable de la Commission électorale nationale autonome (Cena), organe chargé de superviser le scrutin organisé par le ministère de l'Intérieur. La CNRV, dirigée par un magistrat de la Cour d'ap-

pel de Dakar, publie des résultats totaux provisoires, les chiffres définitifs étant du ressort du Conseil constitutionnel. Plus de 6,2 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dans quelque 14 000 bureaux au Sénégal et dans huit "départements de l'étranger". Sur 165 sièges de l'Assemblée, élue pour cinq ans, 105, dont les 15 de la diaspora, seront pourvus au scrutin majoritaire, un système favorisant le parti arrivé premier dans chaque département, puisqu'il en raflera tous les sièges. Soixante autres sièges seront répartis à la proportionnelle.

Kenya/A une semaine des élections générales

Un haut responsable de la Commission électorale assassiné

AFP
Nairobi/Kenya

UN responsable chargé de superviser le système informatique de la Commission électorale kényane (IEBC) a été retrouvé mort assassiné, moins d'une semaine avant les élections générales du 8 août, a annoncé hier le président de cette commission. Le corps de Chris Msando a été identifié à la morgue de la capitale Nairobi, a indiqué à la presse le président de l'IEBC, Wafula Chebu-

kati. "Il n'y a aucun doute : il a été torturé et assassiné. La seule question dans notre esprit est: Qui (l'a tué) et pourquoi a-t-il été tué quelques jours avant les élections ?", a ajouté M. Chebukati. Numéro deux du service informatique de l'IEBC, M. Msando était chargé de superviser le système électronique d'identification des électeurs et de comptage des voix, considéré comme essentiel pour éviter un éventuel trucage du scrutin. Tous les yeux sont tournés vers ce système électro-

nique, qui avait failli lors de l'élection de 2013, ce qui avait poussé l'opposition à contester devant la Cour suprême, en vain, la victoire dès le premier tour d'Uhuru Kenyatta. Avant le scrutin du 8 août, l'opposition n'a cessé de mettre en garde contre de possibles fraudes. La commission électorale assure de son côté que la reconnaissance biométrique des 19,6 millions d'inscrits garantira la régularité de l'élection. Une source proche de l'IEBC a affirmé à l'AFP que M. Msando avait aidé à corriger certaines failles dans

ce système informatique qui auraient pu permettre de manipuler le décompte des voix. M. Msando devait également mener hier un exercice de test du système électronique de vote, qui a été repoussé après l'annonce de sa mort. La semaine dernière, il était apparu sur la télévision pour rassurer sur la fiabilité de ce système. Il avait disparu au cours du week-end. L'IEBC avait d'abord fait savoir dans un communiqué que M. Msando avait été aperçu pour la dernière fois vendredi soir et avait envoyé

tôt samedi matin un texto à un collègue suggérant "qu'il était conscient et parfaitement informé de son itinéraire du jour". Un employé de la morgue a expliqué que son corps avait été amené samedi par la police, en compagnie de celui d'une femme. Les deux corps, qui étaient nus et portaient des traces de torture, avaient été jetés dans une forêt à Kiambu, en dehors de Nairobi. Les raisons pour lesquelles il a fallu presque 48 heures pour identifier le corps de M. Msando ne sont pas claires.

Photo : AFP



Le vice-président américain Mike Pence a assuré hier à Tallinn que la réduction par Moscou du personnel des missions diplomatiques américaines en Russie n'affaiblirait pas l'engagement de Washington pour la sécurité de ses alliés.

• **Etats-Unis/Politique. Risque de "kleptocratie" sous Trump**
Les Etats-Unis risquent de devenir aux yeux du monde une "kleptocratie" pendant le mandat du président républicain Donald Trump, a prévenu hier l'ancien directeur du Bureau américain pour l'éthique gouvernementale, Walter Shaub.

• **France/Réfugiés. Bientôt deux centres pour les migrants de Calais**
Le gouvernement français, contraint par l'engagement du président Emmanuel Macron de ne plus avoir de migrants "dans les rues", va ouvrir deux centres dans le nord du pays pour faire baisser la pression migratoire à Calais.

• **Venezuela/Crise. Le pays divisé, nouvelles manifestations**
Le Venezuela s'est réveillé hier plus divisé que jamais, au lendemain de l'élection dans le sang (10 morts) d'une toute puissante Assemblée constituante à la main du président Nicolas Maduro, et s'apprêtait à vivre de nouvelles manifestations de l'opposition.

Centrafrique/Sécurité

Un renforcement de la force de l'Onu envisagé

AFP
Bangui/Centrafrique

LE chef des opérations de maintien de la paix des Nations unies, Jean-Pierre Lacroix, a envisagé hier de demander des "éléments additionnels" pour la force onusienne en Centrafrique à l'issue d'une visite de deux jours à Bangui.

"Nous avons expliqué que nous tiendrons informé le Conseil de sécurité de l'évolution de la situation pour éventuellement revenir vers lui pour des mesures additionnelles si on le juge souhaitable", a-t-il déclaré à l'AFP après une rencontre avec le président Faustin-Archange Touadéra. Ces mesures peuvent se traduire "par une demande d'éléments additionnels", a précisé M.

Lacroix. "Il y a un sentiment de très grande pression sur les ressources de la force", a constaté le secrétaire général adjoint. La Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) compte quelque 12 500 soldats et policiers dans ce pays de 4,5 millions d'habitants qui peine à se relever du conflit entre groupes armés Séléka prétendant défendre

la minorité musulmane, et anti-Balaka majoritairement chrétiens. Neuf Casques bleus ont été tués depuis mai dans la région de Bangassou (sud-est) à la frontière avec la République démocratique du Congo. M. Lacroix a par ailleurs annoncé que les Nations unies étaient en contact avec la Zambie et la Tanzanie pour remplacer les quelque 600 soldats du

contingent congolais. Ils ont été priés de rentrer à Brazzaville en juin à la suite d'un rapport des Nations unies accusant certains éléments d'abus sexuels et d'indiscipline. "Nous avons bon espoir que d'ici la fin du mois d'août nous aurons déjà une arrivée partielle mais assez substantielle de nouveaux contingents", a-t-il assuré.